

## EN MARGE D'UNE INITIATIVE

### L'Ordre des SS. Maurice et Lazare.

L'initiative pour l'abolition des titres étrangers a réussi à attirer l'attention sur un sujet qui, je gage, laissait le 99 % du peuple parfaitement indifférent. Il y a un siècle, on attachait peut-être encore une certaine importance à ces hochets étiquetés médailles et croix de chevaliers ou couronnes de baron, comte, marquis et d'aucuns les recherchaient. C'était leur affaire. Souvenons-nous qu'il y a cent ans on comptait parmi les députés à la diète cantonale deux marquis, un comte, trois barons, une quinzaine de chevaliers, bref dix-neuf députés sur cinquante-trois portant des décorations ou des titres de noblesse octroyés par des souverains étrangers ; il en était de même pour les cinq conseillers d'État, pour les trois colonels commandants des arrondissements militaires, et pour les dix-neuf vingtièmes des conseillers de la ville de Sion. Eh bien ! et pour nous c'est l'essentiel, cela n'a pas empêché la démocratie de se substituer à l'oligarchie, de conquérir des droits et de réaliser des progrès tels qu'on commence à les trouver excessifs et à s'en rassasier. Nos magistrats, porteurs de décorations ou de blasons sommés d'une couronne peuvent se compter sur les dix doigts et ne constituent aucun risque quelconque pour la souveraineté populaire, ni par leur nombre, ni par leur mentalité, mais je me hâte de revenir sur le terrain de l'histoire, d'où nos statuts défendent de s'écarter...

\* \* \*

Parmi les ordres étrangers, il en est un que ses attaches avec le Bas-Valais, avec Saint-Maurice en particulier, placent au premier plan. Si l'ordre de Saint Louis, dont étaient gratifiés la plupart de nos officiers au service des rois de France, et celui de la Légion d'honneur, à partir de 1802, ont eu dans notre canton autant ou plus de porteurs que l'ordre des Saints Maurice et Lazare, cela tient à des circonstances spéciales et dont il est permis d'entrevoir la cessation. Ce dernier, créé alors que le Bas-Valais appartenait à la Savoie et empruntant son nom à un saint qui est bien nôtre, mérite de notre part une attention spéciale.

La rivalité des comtes de Savoie et des évêques de Sion assombrit plusieurs siècles de l'histoire valaisanne. Mais les premiers oublièrent assez

vite et très chrétiennement et la cuisante défaite de la Planta et la perte du Bas-Valais et celle momentanée du Pays de Gavot. Mieux encore, le traité de Thonon de 1569, renouvelé à Sion en 1590, transformait les anciens et fougueux adversaires en alliés et même en amis. Le bon voisinage se traduisait, entre autres, par la fourniture continue par le Valais à partir de 1611, d'un régiment portant les noms de Magéran, de Courten et surtout de Kalbermatten.

Mais des relations plus cordiales encore unissaient l'abbaye de Saint-Maurice aux princes de Savoie qui en étaient les protecteurs et bienfaiteurs attitrés. Ils revendiquaient saint Maurice comme patron de leur maison. De temps à autre, une faveur ou une visite de ceux-ci, un don de reliques par celle-là entretenaient et scellaient la séculaire amitié.

C'est ainsi que par acte du 23 février 1410 le comte Amédée VIII fondait dans son domaine de Ripaille, à proximité de Thonon, sur les bords du lac Léman, un prieuré de quinze chanoines soumis à la règle et à la juridiction de l'abbaye de Saint-Maurice. Une quinzaine d'années plus tard, Amédée, promu dans l'intervalle duc par l'empereur Sigismond, annexait à ce monastère un château destiné à accueillir un ordre à la fois religieux et séculier, la *sacrée Milice de Saint Maurice*, qu'il plaçait sous la direction spirituelle des chanoines. Les premiers adeptes s'intitulaient tantôt chevaliers de Ripaille, tantôt chevaliers de Saint Maurice. Au nombre de six, et tous gentilhommes et veufs désireux de terminer leur vie dans la continence, ils occupèrent le château dès le 17 octobre 1434 ; chacun avait à sa disposition un personnel de choix et un pavillon surmonté d'une tour. Celle du duc, en qualité de doyen, était plus élevée que les autres. Lui-même, après 43 ans de règne, remettait les rênes du pouvoir à son fils Louis et prenait l'habit avec ses compagnons le 7 novembre de la même année ; il ne se désintéressait pas pour autant des affaires publiques, car d'après les intentions de leur fondateur, les *Milites Sancti Mauricii* devaient vaquer tout à la fois aux pratiques de piété et aux soins de l'administration de l'État, étant censés être les conseillers du duc de Savoie. Ces chevaliers, bien dotés, bien pensionnés, bien logés et bien servis, s'appliquaient à gagner le paradis avec le moins de mortifications possible. Pour être placée sous le patronage du martyr thébéen, leur retraite était moins une austère Thébaïde qu'un confortable « cœnobium ». Quant à en faire un temple de Momus et de Bacchus, c'est dénaturer la vérité et ignorer les témoignages des contemporains.

Hélas ! les hautes murailles et les épaisses portes du château de Ripaille n'empêchèrent pas de s'y faufiler le subtil démon de la vanité ; en effet, malgré sa réputation de sagesse qui l'avait fait surnommer le Salomon de son siècle, et quoique simple laïque malgré sa chlamyde d'ermite, le doyen eut la faiblesse de prêter l'oreille aux suggestions des dissidents du Concile de Bâle et d'écouter leurs appels à la papauté (1439) ; le duc Amédée VIII se mua donc en antipape Félix V et sa cour le suivit à Bâle, à Lausanne, à

Genève. Le prévôt du Saint-Bernard et l'abbé de Saint-Maurice lui prêtèrent hommage et leur dévouement fut récompensé. Pour leur part, l'abbé Michel Bernardi et ses religieux auraient été élevés à la dignité de chevaliers de l'ordre de Saint Maurice<sup>1</sup> (1440); puis, quand après l'avoir portée neuf ans, l'antipape déposa la tiare pour devenir cardinal, il donna quelques accessoires de l'éphémère chapelle pontificale : mitre, chandeliers, encensoir, à l'abbaye de Saint Maurice, dont ils ornent le trésor.

L'influence des solitaires de Ripaille tomba avec la mort de leur chef en 1451, et l'ordre lui-même ne survécut pas à ses compagnons. A cette première et fugitive lueur succéda plus d'un siècle d'obscurité.

\* \* \*

L'ordre fut ressuscité, et reconstitué sur de nouvelles bases, par Emmanuel Philibert, dit Tête de fer, restaurateur du duché de Savoie, qui obtint la sanction du pape Grégoire XIII. Dans sa bulle du 16 septembre 1572, le pape, tout en maintenant le duché de Savoie pour siège de l'ordre et ses souverains pour grand'maîtres, en recommandait l'extension dans l'Italie entière avec faculté de fonder des prieurés et des commanderies et d'admettre des sujets de toutes les parties du monde. Soumis à la règle des Citeaux, les chevaliers s'engageaient d'une part à observer l'obéissance et la chasteté conjugale et d'autre part à combattre les ennemis du Saint-Siège, « *ad sustinendos et propulsandos quosvis hereticorum et infidelium impetus.* » C'est pourquoi l'ordre se qualifie parfois *Sacrée Religion*. Pour récompenser le duc de Savoie de son envoi de deux galères contre les Turcs (bataille de Lépante 1571), Grégoire XIII publiait le 13 novembre de la même année une seconde bulle par laquelle il réunissait l'ordre hospitalier de Saint Lazare à celui de Saint Maurice qui s'enrichissait ainsi de la notoriété de son aîné. Les ducs de Savoie étaient proclamés grands maîtres à perpétuité des ordres réunis, qui reprenaient la règle de Saint Augustin et le titre principal de *Milice de Saint Maurice*, comme au temps d'Amédée VIII. Ces nouveaux chevaliers juraient fidélité aux ducs de Savoie, et promettaient de porter l'habit et la croix de l'ordre, d'observer les vœux de pauvreté et d'obéissance, d'exercer l'hospitalité et de soigner les lépreux, et avant tout de lutter contre l'hérésie calviniste qui s'infiltrait dans plusieurs provinces de Savoie.

Deux maisons conventuelles et hospitalières étaient fondées, l'une à Nice pour le service de mer, l'autre à Turin pour le service de terre.

En 1575, l'ancien château de Ripaille leur était rendu ; par contre, sous l'épiscopat de Saint François de Sales, le prieuré en fut remis aux Chartreux. Le nouvel ordre prit un tel essor qu'en 1588 il enregistrait déjà 280 cheva-

<sup>1</sup> Ce renseignement de l'auteur de l'« *Helvetia sacra* » (P. Burgener, notice sur Saint Maurice et sa légion), traduite en français en 1881, est très sujet à caution ; il n'est confirmé par aucun autre auteur.

liers de la petite croix sans compter ceux de la grande, de tous les pays et des plus illustres maisons.

Le fils et successeur d'Emmanuel Philibert, Charles Emmanuel I (1580-1630) décréta à la suite de sa victoire sur les Genevois et les Bernois en 1589 que le 22 septembre, fête de Saint Maurice, serait férié dans tous ses Etats ; ce décret fut renouvelé dans les constitutions de Victor Amédée, devenu roi de Sardaigne après le traité d'Utrecht en 1713.

L'accalmie qui se produisit dans les luttes religieuses dirigea l'activité de l'ordre vers un domaine différent : celui de l'hospitalité et des secours aux malades et aux voyageurs indigents. Des établissements charitables s'élevèrent en divers endroits, à Thonon, à Aoste, à San Remo, au Petit Saint-Bernard, etc., bénéficiant des libéralités des princes et des papes : on sait, par exemple, qu'en 1752, toutes les possessions de la maison du Grand Saint-Bernard sur territoire sarde lui furent adjugées, mais les rois de Sardaigne perdaient le droit d'en nommer les prévôts. De par la volonté du roi Victor Amédée II, la cathédrale Saint Paul à Turin devenait en 1729 la maîtresse basilique de l'ordre réparti en neuf provinces : Turin, Aoste, la Savoie, Gênes, Modane, Nice, Alexandrie, Cunéo, la Sardaigne, dans chacune desquelles résidait un grand-croix ou commandeur.

C'est précisément à cette époque que les relations officielles un peu détendues allaient se renouer plus étroites avec l'abbaye de Saint-Maurice : elle était depuis trois siècles au moins en difficultés constantes avec les comtes de Challant qui négligeaient, comme vassaux, de lui acquitter les redevances pour le fief de Graine dans la vallée d'Aoste ; en 1429 déjà le fief était tombé en commise au profit de l'abbé, mais un arrangement était intervenu sous la forme d'une indemnité qui avait permis à l'abbaye d'acquérir la fameuse crosse, faussement attribuée à Félix V.

Bref, en janvier 1728, le chanoine Claret, procureur de l'abbaye, se trouvait une fois de plus à Turin, siège et du gouvernement de Savoie et de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, pour règlements de comptes arriérés avec les Challant. Il se laissa persuader par des seigneurs de la cour que Victor Amédée II, roi de Sardaigne et successeur des ducs de Savoie, protecteurs de l'abbaye, ne refuserait pas à son abbé l'honneur d'entrer dans la chevalerie de Saint Maurice. Le chanoine Claret s'empressa de communiquer la bonne nouvelle et le 8 février déjà, il transmettait au roi une supplique dans ce sens de la part de l'abbé Charléty et de son chapitre. Par lettres patentes du 17 février le roi accordait la croix à l'abbé Charléty et à tous ses successeurs, à la condition de recourir au roi avant de porter les insignes de chevalier ; il concédait de plus à l'abbé le droit de désigner trois de ses chanoines pour obtenir la même faveur.

Ce geste de courtoisie du roi de Sardaigne causa quelque surprise et déplaisir à l'Etat du Valais qui s'immisçait de plus en plus, sans y mettre tou-

jours les formes, dans le ménage intérieur du monastère agaunois ; aussi se crut-il obligé de rassurer l'évêque de Sion sur la pureté de ses intentions.

Un bon procédé attire la réciprocité.

Comme les comtes de Challant persistaient à donner du fil à retordre à leur suzerain, le chapitre de l'abbaye résolut de couper court à ces litiges perpétuels, en abandonnant le fief de Graine au roi de Sardaigne et duc d'Aoste, contre une redevance annuelle.

Ce fut le chanoine Cocatrix, à la fois procureur de l'abbaye et prieur de Vétroz, qui fut délégué à Turin en avril 1781 pour négocier la cession. Le roi Victor Amédée III se déclara enchanté de la proposition, mais les transactions exigèrent quelques mois, l'autorisation du souverain Pontife étant obligatoire.

L'accord fut définitivement conclu le 28 octobre 1782 : le fief de Challant, avec ses droits et arriérages de plaîcts, passait au roi de Sardaigne moyennant une rente annuelle de 400 livres (anciens francs) ou 20 louis d'or neuf ; la faveur du roi ne s'arrêtait pas là.

Il accordait à l'abbé Schinner et à ses successeurs le titre de comte, sans aucune réserve, ce titre étant attaché à la dignité abbatiale. Il accordait en outre au même abbé, mais à titre personnel, la *Grande croix* de l'ordre des Saints Maurice et Lazare ; pour l'obtenir, ses successeurs devraient présenter requête au roi, tandis qu'en vertu des patentes de 1728, ils pouvaient continuer à porter sans autre formalité que celle de leur élection légitime la *petite croix*.

Par diplôme daté du même jour (6 décembre 1782), le chanoine Cocatrix, représentant de l'abbaye, était gratifié de la petite croix ainsi que les trois plus anciens chanoines : Kalbermatten, curé de Choex (79 ans), Revil, curé de Bagnes (90 ans), Villa, curé de Vollèges (61 ans). Ce fut l'abbé Schinner, qui, en vertu d'une délégation royale, remit à ses chanoines la croix et l'habit de l'ordre, le dimanche 16 février 1783, au cours d'une messe solennelle à laquelle assista une foule de fidèles, curieux d'un spectacle nouveau pour eux.

La combinaison était de nature à satisfaire les uns et les autres ; l'abbé de Saint-Maurice, en échange de droits féodaux très aléatoires et dont la révolution prochaine l'aurait dépouillé, recevait le titre de comte et de commandeur, une petite cour de chevaliers, et une rente de 400 livres.

Mais... mais les voyages et les démarches du chanoine Cocatrix avaient coûté 310 louis, et les émoluments de chancellerie, les fournitures de croix et de parures revenaient aux intéressés à 86 louis, soit un total d'environ 400 louis ou 8000 livres. Le roi hésitait à demander à l'abbaye un supplément de 12.000 livres pour les finances de l'ordre, mais il consentit à lui en faire remise, par sympathie pour le chanoine Cocatrix.

Pendant l'occupation française (1796) l'ordre trouva un refuge, ainsi que la monarchie, dans l'île de Sardaigne. Le danger passé, Victor Emmanuel I

(1802-1821) en promulgua les lois et statuts jusqu'alors épars et les divisa en trois livres. A son tour, Charles Albert (1831-1849) en réforma partiellement les statuts (1837); il établit une devise pour les chevaliers et « statua que la croix mauricienne, tout en continuant à rester l'éclatante rémunération de tous les genres de mérites civils et militaires, fût en même temps et particulièrement destinée à reconnaître les œuvres remarquables de charité et de bienfaisance. » (de Montmélian. *Saint Maurice et la légion thébénienne*. 1888).

L'ordre comportait jusqu'alors deux classes : les chevaliers de justice ou grand'croix, les chevaliers de grâce ou petite croix ; Charles Albert établit une classe intermédiaire, celle des commandeurs ; par lettres patentes du 19 juillet 1839, il instituait de plus une *médaille de Saint Maurice* en or, destinée à récompenser le mérite militaire ; par son statut de 1840, il abolissait la profession ou règle religieuse ainsi que les distinctions de chevaliers de grâce et de justice. Les classes furent portées à cinq et désignées : chevaliers du grand cordon, grands officiers, commandeurs, officiers, chevaliers. La décoration consiste en une croix tréflée d'or émaillée de blanc (Saint Maurice) entée sur une autre croix bifurquée de vert, suspendue à un ruban vert moiré. (de Montmélian, *loc. cit.*).

Par la cession de la Savoie à la France et la formation d'un royaume embrassant la péninsule entière, ce fut au premier roi d'Italie Victor Emmanuel II et ses successeurs que fut dévolue la grande maîtrise de l'ordre. Seulement l'invasion des Etats de l'Eglise et l'excommunication contre Victor Emmanuel qui en résulta provoquèrent un changement plus radical encore du caractère de l'ordre; il fut même relégué au second plan par l'institution de celui de la Couronne d'Italie, dépourvu lui de toute teinte religieuse et il perdit de son prestige et de son importance non seulement par cette concurrence, mais aussi par la démission, à titre de protestation, de certains de ses membres. Ce fut le cas, entr'autres, de Mgr Bagnoud, abbé de Saint Maurice. De par les diplômes signés de Victor Amédée, les abbés de cette maison ont tous droit à la croix des Saints Maurice et Lazare et au titre de comte, mais pour les arborer à nouveau, ils attendent avec résignation et dignité que la réconciliation soit scellée entre le Quirinal et le Vatican. Le président du ministère actuel la mènera peut-être à chef, lui qui a tant d'initiatives à son actif.

\* \* \*

Avant que l'ordre mauricien qui ne compte déjà plus dans notre canton que des titulaires « en puissance », pour employer le langage métaphysique de l'un ou l'autre des expectants, ne soit plus qu'un souvenir (au cas où l'initiative aboutirait), tentons de reconstituer la liste, fatalement incomplète, de ceux de nos compatriotes qui en furent honorés sans cesser pour autant d'être de bons Suisses.



Croix de SS. Maurice et Lazare.

**Nommés par le duc Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>** (1580-1630).

*Balthasar Ambuel*, de Sion, † 1651, colonel au service de Savoie, puis à celui de France, grand châtelain de Sion, colonel du Haut- et du Bas-Valais.

*Nicolas Kalbermatten*, de Sion, † 1621, colonel d'un régiment au service du Piémont, grand baillif 1617-1620.

**Nommés par le duc Charles-Emmanuel II** (1648-2675).

*Antoine du Fay*, de Monthey et de Sion, colonel au Piémont de 1649 à sa mort 1662 ; anobli par la duchesse régente Marie-Christine.

**Nommés par Victor-Amédée II**, duc de Savoie de 1675 à 1713, puis roi de Sardaigne de 1713 à 1730.

*Joseph Franc* (1630-1686) de Saint-Maurice, élu abbé en 1670, nommé commandeur de l'ordre et membre du conseil privé de Victor Amédée II.

*Louis Charléty*, † 1736, de Saint-Maurice, élu abbé en 1719, créé chevalier en 1728.

**Nommés par le roi Charles-Emmanuel III** (1730-1773.)

*Jean Claret* (1689-1764) de Troistorrents, élu abbé de Saint-Maurice en 1737, grand'croix.

*Bruno de Kalbermatten* (1700-1762) de Sion, colonel dès 1743 et lieutenant-général dès 1761 au service du Piémont.

*Grégoire de Kalbermatten* (1712-1792) de Sion, frère du précédent, colonel au même service dès 1768, lieutenant-général dès 1783, grand'croix de l'ordre en 1782.

*François-Emmanuel-Philibert de Quartéry* (1680-1768) de Saint-Maurice, dit le grand Vidonde, capitaine au service du Piémont, châtelain de Saint-Maurice.

*François-Joseph Burgener*, de Viège, gouverneur de Monthey en 1727, grand baillif de 1742 à 1761, décoré en 1737 à l'occasion d'une rectification de frontières.

**Nommés par le roi Victor-Amédée III** (1773-1796).

*Georges Schinner*, 1714-1794, d'Ernen, curé de Saint-Maurice, puis abbé dès 1764, grand'croix de l'ordre.

*Joseph Antoine Cocatrix* (1730-1795) de Saint-Maurice, curé de Saint-Maurice, abbé en 1794.

Les chanoines *Pierre Emmanuel Gard* († 1800), de Bagnes, curé de Saint-Maurice, *Charles Revil* († vers 1790), curé de Bagnes, *Gaspard de Kalbermatten* (1704-1775) de Sion, frère des colonels, curé de Choex, *Etienne Villa*, de Loèche, curé de Vollèges, *Pierre Joseph Salzmann* (1729-1817) de Martigny et Naters, recteur de l'hôpital.

Le lieutenant général *Eugène Louis de Courten* (1715-1802). grand'croix de l'ordre en 1789, commandeur en 1794.



### Nommés par le roi Victor-Emmanuel I<sup>er</sup> (1802-1821).

*Joseph Gaspard Exquis* (1747-1808) de Liddes, abbé de Saint-Maurice dès 1795.

*Etienne Pierraz* (1772-1822), de Liddes, abbé de Saint-Maurice dès 1808.

*Jacques-François de Quartéry* (1750-1826) de Saint-Maurice, créé comte en 1811, député à la diète cantonale, président du dixain.

*Jean Joseph Armand de Courten* (1773-1851) de Sierre, officier au service du Piémont puis à celui d'Angleterre.

Les chanoines de Saint-Maurice *Charles Cotter*, curé de Bagnes, *Michel Advocat*, † 1834, de Saint-Maurice de Lacques, curé de Choex, *Jean Pierre Vallet* († 1841), de Salvan, curé de Vollèges, *Nicolas Gallay*, († 1844), de Saint-Maurice, curé de Saint-Maurice.

### Nommés par le roi Charles-Félix (1821-1831).

*François de Rivaz* (1787-1834), de Saint-Gingolph, abbé de Saint-Maurice dès 1822, grand'croix en 1824.

Les chanoines *Jean Joseph Blanc* (1791-1851), de Salvan, professeur de physique, prieur, *Maurice-Timothee Barman*, de Saint-Maurice, procureur, *Barthélémy Ody*, prieur.

*Pierre-Louis Dufay*, officier au service de France, puis grand-châtelain de Monthey de 1805 à sa mort en 1843.

*Adrien Barman*, major au service du Piémont, et *Hyacinthe Barman* († 1842), capitaine, tous deux de Saint-Maurice.

*Louis Grégoire de Kalbermatten* (1768-1845), colonel, puis lieutenant général au service du Piémont, créé comte en 1832 par le successeur de Charles-Félix.

*Antoine Monnier* (1788-1857), de Grimentz, aumônier de la garde du roi de Sardaigne, puis curé de Bramois.

### Nommés par le roi Charles-Albert (1835-1849).

*Etienne Bagnoud*, de Lens, abbé de Saint-Maurice, puis évêque de Bethléem dès 1840, grand'croix en 1835.

Les chanoines de Saint-Maurice *Pierre Didier Chervaz* (1799-1875), de Collombey, curé de Vétroz, puis recteur de l'hôpital, *François Boccard* (1808-1865), de Saint-Maurice, curé de Saint-Maurice, auteur d'une histoire du Valais.

*Maurice de Courten* (1781-1847), de Sierre, créé comte en 1835, grand baillif, et son fils *Adrien de Courten* (1806-?), colonel, député à la diète fédérale puis au Conseil national.

*Antoine de Lavallaz* (1786-1848), de Sion, grand châtelain du dixain, président du Tribunal suprême.

*Joseph Burgener* († 1882), de Viège, président du dixain de Viège, conseiller d'Etat, et *François-Xavier de Cocatrix* (1789-1862), de Saint-Maurice,

conseiller d'Etat et député aux diètes cantonale et fédérale, tous deux décorés en 1835 et le second créé en outre baron, à l'occasion de la délimitation de la route du Simplon.

Sous le règne du dernier roi de Sardaigne et premier roi d'Italie, **Victor Emmanuel II** (1849-1878) furent décorés :

*Eugène de Cocatrix* (1820-1863), lieutenant colonel au service du Piémont.

*Comte Louis de Kalbermatten* (1806-1862), de Sion, major et lieutenant colonel au service du Piémont, commandeur de l'ordre.

*Joseph-Erasme de Courten* (1807-1891), de Sierre, major au service du Piémont.

*Jacques Etienne Dangreville* (1808-1867), de Saint-Maurice, historien et numismate.

J.-B. BERTRAND.

**Sources :** de Montmélian : Saint Maurice et la légion thébéenne.

*Chanoine Ducis* : Saint Maurice et la légion thébéenne.

*Père L. Burgener* : *Helvetia sancta* et Saint Maurice, patron du Valais, ce dernier traduit et annoté en 1880 par un membre de la Société helvétique de Saint-Maurice (*Roger de Bons* ?) sous le titre : *Notices historiques sur Saint Maurice*.

*Aubert* : Le Trésor de l'abbaye de Saint-Maurice.

*Guichenon* : Histoire de la maison royale de Savoie.

*Lecoy de la Marche* : Notice historique sur Ripaille.

*M. Bruchet* : Le château de Ripaille.

*Abbé Schinner* : Notes manuscrites.

*M. May* : Histoire militaire de la Suisse (T. VII).

Généalogies des familles de Courten et de Kalbermatten.

*Ch. Dufayard* : Histoire de Savoie, 1922.

